



## Convention cadre actant les principes de partage et de prise en charge des coûts de solutions informatiques communes

### Entre les soussignés

La présente convention est établie entre les collectivités suivantes :

- La Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas (CCPLD)
- La Ville de Landerneau

Monsieur le président de la Communauté, Monsieur l'adjoint délégué aux finances, ressources humaines et à l'informatique de la Ville de Landerneau, dûment habilités par délibération de leur conseil respectif, conviennent de ce qui suit :

### EXPOSE

La Ville de Landerneau et la Communauté de communes sont amenées, notamment dans le cadre des mutualisations, à partager des solutions informatiques.

Il s'agit d'une part de matériels ou aménagements d'espaces pour la mise en place des infrastructures (serveurs, réseaux, matériels spécifiques...), et d'autre part des logiciels dédiés à l'organisation, la gestion d'équipements ou la gestion de données des collectivités.

### Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les principes associés à la participation financière de chacune des collectivités à l'acquisition et à la location de ces solutions informatiques.

Les équipements et matériels partagés font l'objet d'un recensement.

### Article 2 : Participation financière de la Communauté de communes et de la Ville

Chaque partie refacture à l'autre les sommes dues selon les clés de répartition :

- déterminées entre elles pour les solutions existantes,
- à déterminer entre elles par voie d'avenant à la présente convention pour les solutions existantes non partagées ainsi que pour des solutions futures à partager.

Selon la nature des équipements ou solutions, le porteur ou le propriétaire se réserve la décision d'opter pour l'acquisition ou la location des équipements et licences, suivant le résultat de la consultation des prestataires susceptibles de répondre à ces besoins.

Article 2.1 : Dans le cas d'acquisition de logiciels et de matériels en investissement, l'autre collectivité participe à ce financement via le versement d'une subvention d'équipement (au chapitre 204). La recette sera constatée au chapitre 13. Dépenses et recettes font l'objet d'un amortissement dans la comptabilité des deux parties. Le montant de la participation s'entend FCTVA déduit, celui-ci faisant l'objet d'une perception par l'acquéreur.

Article 2.2 : Dans le cas de dépenses constatées en fonctionnement, selon l'émetteur des titres de facturation, il sera procédé aux écritures comptables suivantes :

- Titre pour la facturation par la Communauté à l'article 70875-Remboursement de frais par les communes membres du GFP.
- Mandat de la ville pour le versement de la participation à l'article 62876-Remboursement de frais au GFP de rattachement.

Ou

- Titre pour la facturation par la ville à l'article 70876-Remboursement de frais par le GFP de rattachement.
- Mandat pour le versement par la Communauté de la participation à l'article 62875-Remboursement de frais aux communes membres du GFP.

### **Article 3 : Concertation et évaluation**

Article 3.1 : Les parties conviennent de se rencontrer pour échanger sur l'application de la présente convention, notamment pour fixer par voie d'avenant à la présente convention les clés de répartition des dépenses applicables et d'acter ensemble, de la solution la plus économiquement avantageuse pour les deux Collectivités et répondant le plus efficacement possible aux besoins de l'ensemble des services dans l'usage des matériels et équipements.

Article 3.2 : le rendu compte et l'évaluation des réalisations liées à la présente convention se feront devant le comité de suivi de la mutualisation créé pour les services communs de la direction des moyens généraux. Il est composé du président et du (des) vice-président(s) en charge des ressources humaines et des finances, du maire et du (des) adjoint(s) en charge des mêmes domaines, des directeurs généraux des services des deux collectivités et de la directrice mutualisée des moyens généraux. Le cas échéant, le président et le maire peuvent décider conjointement d'y convier toute autre personne compte tenu des dossiers à traiter.

### **Article 4 : Evolution des dispositions conventionnelles**

L'intégration de nouvelles communes au dispositif de partage des coûts pour ce qui concerne les équipements sera réalisée dès lors que la mutualisation du service informatique sera opérée à l'échelle du territoire de la Communauté.

Une nouvelle convention sera dans ce cas proposée, le nombre de parties et signataire étant amené à évoluer.

Il est toutefois nécessaire, lors de la consultation pour l'acquisition ou la mise à disposition des solutions informatiques, de prévoir la possibilité de les déployer sur l'ensemble des communes.

### **Article 5 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à sa date de signature par chacune des parties.

Elle s'applique tant que des solutions informatiques sont utilisées par les deux parties.

### **Articles 6 : Avenant à la convention**

Les parties établissent un avenant pour chaque partage de solution informatique à intervenir sans recourir à une nouvelle délibération.

### **Article 7 : Litiges relatifs à la présente convention**

Les parties s'efforcent à régler à l'amiable toutes difficultés ou litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention. Les différends seront portés le cas échéant devant le tribunal administratif de Rennes.

Fait à Landerneau en deux exemplaires originaux, le..... ;

Pour la Communauté de communes du Pays de  
Landerneau-Daoulas,  
Le Président,

Monsieur Patrick LECLERC

Pour la Ville de Landerneau,  
L'adjoint délégués aux finances, ressources  
humaines et à l'informatique,

Frédéric KERLAN

## Recensement des solutions informatiques partagées ou partageables (parmi les solutions existantes ou en cours d'étude pour acquisition)

solutions informatiques	collectivité locataire ou propriétaire	partage
<b>logiciels</b>		
gestion technique des bâtiments (GTB)	Communauté	Avenant futur
contrôle d'accès des équipements (BOOKY)	Ville	Avenant futur
<i>Gestion activités publiques (planning)</i>	<i>A déterminer</i>	<i>Avenant futur</i>
gestion de l'accueil des publics (CONCERTO)	Ville	Avenant possible
gestion des courriers (LETTERBOX)	Ville	Avenant possible
Système d'information des Ressources Humaines, SIRH (Cyril Fullweb)	Communauté	Convention de partage réalisée
Dématérialisation de la chaine comptable	Communauté	Convention de partage réalisée Clé = 50/50
Analyse financière (LOCALNOVA)	Communauté	Avenant futur
<i>Gestion électronique de documents, GED</i>	<i>Communauté</i>	<i>Avenant futur</i>
<b>matériel (infrastructure)</b>		
Serveurs	Communauté	Convention de partage réalisée Clé = 50/50
Onduleur	Ville	Convention de partage réalisée Clé = 50/50
Réseau interne de Fibre optique MSP-CTLB	Communauté	Convention de partage réalisée Clé = 50/50
Serveur de messagerie	Communauté	Avenant futur Clé = nombre boites mail
Serveur de téléphonie IP	Ville	Avenant futur Clé = nombre postes IP
<i>Projets en cours</i>		